

---

## Relations Nord-Sud

Aujourd'hui, il apparaît de plus en plus évident qu'il y a une interdépendance économique entre pays en développement et pays industrialisés. À Tokyo, les dirigeants continueront probablement à s'attacher aux problèmes d'endettement des pays en développement, aux ajustements à apporter et aux difficultés exceptionnelles auxquelles se heurtent les plus pauvres des pays en développement.

Le Canada a toujours été très conscient des problèmes économiques qu'éprouvent les pays en développement. D'ailleurs, il est généralement perçu comme un interlocuteur responsable en ce qui a trait aux préoccupations du «Sud» lors des sommets économiques annuels. Grâce à son étroite association avec le Commonwealth et les nations de la Francophonie, le Canada en a également profité pour discuter de questions Nord-Sud à la réunion des chefs de gouvernements du Commonwealth à Nassau (octobre 1985) et au Sommet de la Francophonie à Paris (février 1986).

La position que nous avons adoptée reflète nos préoccupations humanitaires, notre engagement ferme et constant, envers la coopération au développement international et notre désir de renforcer le système multilatéral. En outre, nous croyons qu'il nous faut encourager les relations économiques mutuellement avantageuses entre le Canada et les économies de plus en plus dynamiques du tiers monde.

Le Canada est d'avis que le niveau des ressources financières internationales acheminées vers le tiers monde doit être maintenu, voire même augmenté, afin que soient soutenus le redressement économique et le développement à long terme. Les institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale, doivent recevoir les ressources dont elles ont besoin pour s'acquitter de leur rôle de développement. Le Canada appuie une généreuse reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA VIII). Il sera de plus en plus important que les pays développés améliorent la coordination de leurs programmes d'aide.

Pour sa part, le Canada examine des mesures destinées à aider davantage les pays à faible revenu. Le passage à un programme d'aide basé uniquement sur des subventions, annoncé en février 1986, est l'une de ces mesures. Nous étudions également de près d'autres moyens d'alléger le fardeau de ces pays.

## Évolution des marchés internationaux du pétrole

Le marché mondial du pétrole a subi d'importants changements au cours de la dernière décennie. Les chocs pétroliers de 1973-1974 et 1979-1980 ont certes eu des répercussions directes sur l'offre et la demande d'énergie, mais ces bouleversements ont suscité dans les pays consommateurs de nouvelles perceptions, de nouvelles politiques et de nouveaux comportements qui ont considérablement réduit la demande mondiale du pétrole, accru l'offre provenant des pays non-membres de l'OPEP (comme les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, la Norvège et le Mexique), et abouti à la capacité de production actuelle, qui est fortement excédentaire et a entraîné la chute des prix. La demande de pétrole de l'OPEP a diminué.

En décembre 1985, les membres de l'OPEP ont en fait abandonné leur approche traditionnelle qui consistait à fixer des prix officiels et ont adopté une politique «individuelle» de tarification en fonction du marché visant à permettre d'obtenir une plus grande part du marché. Les membres ont aussi convenu de garantir à l'OPEP une «juste part» du marché pétrolier mondial, de façon à obtenir les recettes nécessaires à leur développement.

Depuis décembre, les prix des bruts légers sur le marché au comptant ont chuté de plus de 50 %, passant de 31 \$ ÉU à environ 13-14 \$ le baril, et même moins pour certaines qualités. La faible demande qui traditionnellement caractérise le marché au comptant à la fin de l'hiver et au début du printemps a aggravé l'instabilité du marché. Les valeurs commerciales moyennes du brut sont inférieures aux prix au comptant car la majeure partie du brut est vendue sur le marché international par voie de contrats d'approvisionnement à long terme, sur la base de prix qui ne sont pas immédiatement touchés par le marché au comptant.

Il n'y a pas de consensus sur les perspectives du marché pour le reste de l'année, mais la plupart des analystes croient qu'une certaine remontée des prix, peut-être au niveau de 15-20 \$ le baril, pourrait être observée d'ici le quatrième trimestre.